Votre PUBLICITÉ ICI ?
Contactez nous



Connection@burnienne.net – Premier site d'information et d'actualité -Indépendant en Côte d'Ivoire / Mercredi 27 mars 2024

### L'épouse du Chef de l'Etat offre des dons d'une valeur de 130 millions aux chrétiens



# Macky, Adama Barrow, Amadou Ba, Embaló...tous félicitent le «vainqueur Bassirou Diomaye Faye»

## Max-Alain Gradel annonce sa retraite internationale

C'est officiel! Max Alain Gradel (36 ans) prendra sa retraite internationale avec la Côte d'Ivoire après les matchs amicaux de cette trêve internationale. L'ailier gauche ivoirien a un beau palmarès avec les Éléphants de Côte-d'Ivoire112 sélections 17 buts



#### Sports

Ces célèbres «Joueur Africain de l'année» (Ballon d'or) qui n'ont iamais remporté la CAN



#### Pâques 2024

### L'épouse du Chef de l'Etat offre des dons d'une valeur de 130 millions aux chrétiens



a générosité de Madame Dominique Ouattara illumine la célébration de Pâques 2024 La Première Dame, Madame Dominique Ouattara a offert des vivres d'une valeur totale de 130 millions de FCFA à la communauté chrétienne, le jeudi 21 mars 2024, à son Cabinet à Cocody.La cérémonie officielle s'est déroulée en présence d'éminentes personnalités politiques, administratives et religieuses. Les vivres sont composés de 3.500 sacs de riz de 25 kg, 500 cartons de paquets de sucre de 25 kg, 3.000 sachets de pâte alimentaire de 5 kg, 1.400 cartons de bidon d'huile, 1.000 cartes de pâte de tomate, 300 cartons de boite de lait, 100 cartons de boite de petit pois. Cette noble initiative vise à permettre aux familles modestes de vivre dignement la fête de Pâques 2024. En effet, ces provisions viendront en aide à ceux qui sont dans le besoin, offrant ainsi une lueur d'espoir et de réconfort pendant cette période de célébration. Malheureusement absente du pays, Madame Dominique Ouattara a été représentée à cette cérémonie par sa conseillère, Madame Chantal Poaty. La cérémonie a été présidée par Madame Myss Belmonde Dogo, Ministre de la Cohésion Nationale, de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté.Madame Myss Belmonde Dogo, Ministre de la Cohésion Nationale, de la Solidarité et de la lutte contre la pauvreté, a tenu à remercier la Première Dame, Madame Dominique Ouattara pour ces dons qui sont désormais une tradition. Pour cette dernière, les dons de la Première Dame ne sont guère une surprise. Car en effet, chaque année, à l'orée de la célébration Pascale, l'épouse du Chef de l'Etat témoigne sa solidarité à la communauté chrétienne. Poursuivant, Madame Belmonde Dogo, a rappelé que cet élan de solidarité est sans conteste un puissant vecteur de cohésion sociale. Elle a terminé en témoignant son admiration à la Première Dame. Madame Chantal Poaty, conseillère de la Première Dame, a quant à elle, rappelé le caractère spécial de ces dons qui interviennent en plein mois de carême. Pour cette dernière, ce mois est un temps de partage et de solidarité. De ce fait, le don de Madame Dominique Ouattara témoigne de

sa solidarité en faveur de la communauté chrétienne. Monsieur Bako Jean Fructueux, représentant du Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, a tenu à remercier la Première Dame pour cet élan de solidarité. Il a soutenu que ce don de l'épouse du Chef de l'Etat vient rappeler que la solidarité et le partage sont des valeurs religieuses que chaque ivoirien doit cultiver pour le vivre ensemble. Le Révérend Père Eric Norbert Abekan, Vicaire Apostolique, représentant de la Conférence des Evêques Catholiques de Côte d'Ivoire et porte-parole des bénéficiaires, a remercié la Première Dame pour ces dons

Madame Dominique Ouattara a été représentée à cette cérémonie par sa conseillère, Madame Chantal Poaty.









#### Sénégal

## Macky, Adama Barrow, Amadou Ba, Embaló...tous félicitent le «vainqueur Bassirou Diomaye Faye»









Au Sénégal, Amadou Ba, ex-Premier ministre du pays et candidat de la majorité, a appelé « au téléphone Bassirou Diomaye Faye afin de le féliciter », ce 25 mars 2024, a indiqué le porte-parole du gouvernement, Abdou Karim Fofana, au lendemain de la présidentielle. Puis c'est le chef de l'État sortant, Macky Sall, qui a « félicité le vainqueur, M. Bassirou Diomaye Faye, que les tendances donnent gagnant », sur le réseau social X.« Je salue le bon déroulement de l'élection présidentielle du 24 mars 2024 et félicite le vainqueur, M. Bassirou Diomaye Faye, que les tendances donnent gagnant. C'est la victoire de la démocratie sénégalaise. » C'est sur le réseau social X que Macky Sall, chef de l'État du Sénégal, a réagi à la victoire annoncée de cet opposant issu de la formation dissoute Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (Pastef).Un peu plus tôt ce lundi, c'est dans un court communiqué de la coalition Benno Bokk Yakaar qu'Amadou Ba, candidat de la majorité pour ce même scrutin du 24 mars 2024, avait reconnu sa défaite : « Au regard des tendances des résultats de l'élection présidentielle et en attendant la proclamation officielle, je félicite le Président Bassirou Diomaye Diakhar Faye pour sa victoire dès le premier tour. » Dans ce même texte, l'ex-Premier ministre avait déclaré « lui souhaite[r] beaucoup de réussite et de succès pour le bien-être du peuple sénégalais ». Au moins 13 des 17 candidats en lice pour la présidentielle avaient déjà salué la victoire de Bassirou Diomaye Faye.Le peuple sénégalais a conforté la bonne santé de notre démocratie. Des centres urbains au plus profond de nos campagnes et dans la diaspora, les populations se sont fortement mobilisées, pour rappeler le haut niveau de citoyenneté des électeurs. Par l'expression de leur souveraineté dans la paix et la sérénité, nos compatriotes ont conforté le statut de démocratie majeure de notre pays. Je réitère mes félicitations au président Diomaye Faye. Je lui souhaite réussite et succès à la tête de notre pays. Puisse Dieu l'accompagner dans la réalisation de sa mission pour la grandeur de notre nation et le bien-être de nos populations.À l'étranger, Adama Barrow, président de la Gambie, a été un des premiers à réagir : « Je félicite M. Bassirou Diomaye Faye pour une élection victorieuse et félicite le peuple de la République du Sénégal. » Le président de



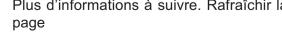
la Guinée-Bissau a également posté un message sur le réseau X : « J'adresse mes vives félicitations au nouveau président du Sénégal M Bassirou Faye pour son éclatante victoire aux élections. Je lui souhaite un mandat plein de paix, de prospérité et de progrès. Et tous mes vœux d'heureux anniversaire au Président Faye! »

La victoire, qui se dessinait depuis dimanche soir, ne fait désormais plus de doute même si les résultats officiels ne devraient pas être proclamés avant plusieurs jours. Ceux provisoires seront en effet donnés au plus tard mardi soir au niveau départemental, puis annoncés au niveau national au plus tard le vendredi 29 mars par la cour d'appel de Dakar.

Publicité Bassirou Diomaye Faye doit donc devenir le plus jeune président du pays, lui qui fête ce 25 mars son 44e anniversaire. La veille, 7,3 millions de Sénégalais étaient appelés aux urnes pour élire le cinquième chef d'État du pays, après Léopold Sédar Senghor (1960-1980), Abdou Diouf (1981-2000), Abdoulaye Wade (2000-2012) et Macky Sall (2012-2024). Une présidentielle initialement prévue le 25 février dernier, dont le report avait plongé le pays dans la tourmente.Bassirou Diomaye Faye, de la prison à la présidentielle Après trois années de crise, le pays pourrait opérer un vérita-

ble changement. Et pour cause : Bassirou Diomaye Faye est un opposant qui se veut antisystème. Il a fait campagne sur le rétablissement de la souveraineté nationale, la lutte contre la corruption et une meilleure répartition des richesses. L'homme était encore en prison il y a deux semaines, où il purgeait une peine pour outrage à magistrat

Longtemps dans l'ombre du populaire Ousmane Sonko, le Secrétaire général et membre fondateur de l'ancien Pastef, est aujourd'hui en première ligne.« Bassirou est plus honnête que moi, Bassirou est un homme extrêmement brillant », mots d'Ousmane Sonko, mentor politique de Bassirou Diomaye Faye. Ce dernier, de son côté, estime : « Je suis quelqu'un de particulièrement raisonné, de particulièrement raisonnable, de particulièrement sensé, de particulièrement réfléchi. » Cette posture, Bassirou Diomaye Faye, affirme qu'elle vient de sa culture sérére, basée notamment sur l'égalité, le respect des ainés et de son enfance au sein d'une famille d'agriculteurs. « Ainé de cette famille, j'ai très tôt développé mon esprit de leadership », assure-t-il.C'est en suivant son père (« ma référence », souligne l'intéressé), militant socialiste, que « BDF » - comme le surnomme les Sénégalais - a commencé à forger son identité, syndicale et politique. École à la campagne, dans son village natal de Ndiaganiao, bac sans mention – un échec, pour lui – à Mbour, puis une maitrise de droit à Dakar qui lui ouvre les portes de l'École nationale d'administration (ENA).L'ENA où il rencontre en 2007, à la salle de sport, Ousmane Sonko. Les deux hommes, inspecteurs des impôts, défendent les mêmes valeurs et fondent en 2014 le Pastef.Inspiré par l'intellectuel sénégalais Cheikh Anta Diop et le philosophe néerlandais Baruch Spinoza, Bassirou Diomaye Faye – « discret et froid dans l'analyse » indique sa biographie –, a su, malgré un an d'emprisonnement, prouver en dix jours de campagne qu'il avait l'envergure pour prétendre au sommet de l'État. Présenté par ses opposants comme le « candidat populiste, de la rupture », Bassirou Diomaye Faye a toujours indiqué qu'il ne supportait pas l'injustice et qu'il cherchait avant tout « l'équilibre » pour prendre ses décisions. Plus d'informations à suivre. Rafraîchir la



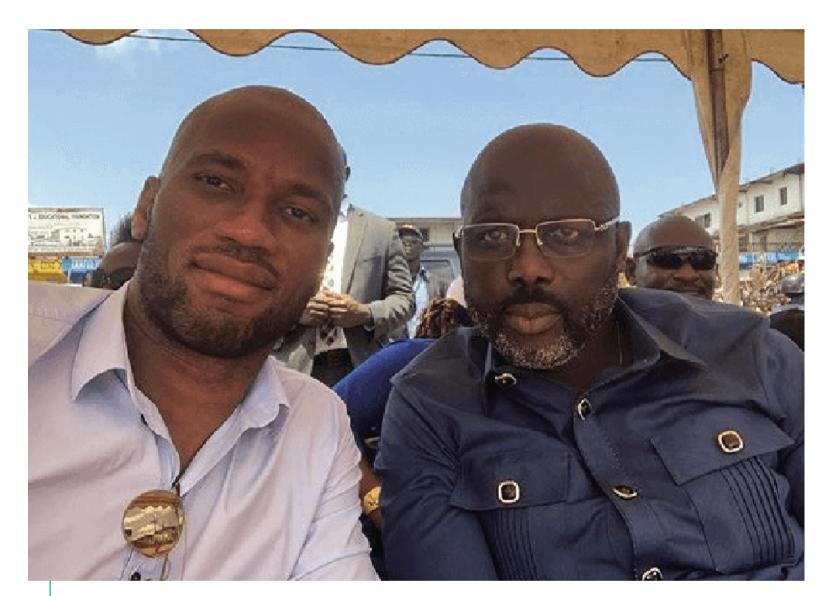




SD à Abidjan - sdebailly@yahoo.fr

#### **Sports**

## Ces célèbres «Joueur Africain de l'année» (Ballon d'or) qui n'ont jamais remporté la CAN



Durant les trois premières années de 1992 à 1994, le Ballon d'or africain et Prix du Joueur Africain de l'année sont attribués séparément.Le Ghanéen Abedi Pele vainqueur de la CAN en 1982, va remporter les éditions du Ballon d'or africain de France Football en 1992 et 1993. Le trophée de Joueur africain de l'année sera décerné en 1992 au même Abedi Pelé. La CAF lui preferera le Nigérian Rashidi Yekini en 1993.Le dernier Ballon d'or africain ira à George Weah en 1994. Cette même année la CAF votait un autre Nigérian Emmanuel Amuniké comme meilleur Joueur Africain.

Qui sont ces stars africaines du football qui n'ont jamais soulevé le Prix de Joueur Africain de l'année de la CAF? Nous en avons dénombré 9.

1- George Weah, unique Africains vainqueur du ballon d'or UEFA de France Football, l'ex chef de l'État libérien n'a jamais remporté la CAN. Il a tout de même raflé le titre de joueur africain de l'année en 1995. L'ancienne star du PSG et du Milan AC n'a participé qu'à deux CAN sans atteindre la phase de groupe. Guerre civile oblige, Weah ne pouvait faire mieux que ça pour son pays.

**2- Nwankwo Kanu**, l'attaquant nigérian a remporté le trophée à deux reprises en 1996 et 1999. Vainqueur de la Ligue des Champions UEFA en 1995 avec l'Ajax d'Amsterdam, le renard des surface n'a jamais remporté la CAN.

À partir de 1992 la CAF va créer le trophée de Joueur Africain de l'année qui remplace l'ancien Ballon d'or Africain, décerné par France Football. Les lauréats sont élus par les Fédérations de football du continent. Cet article couvre la période allant de 1992 à 2023.

**3- El Hadji Diouf**, quart de finalistes du mondial 2002 avec le Sénégal en Corée du Sud. L'ancien attaquant entre autres, du Stade rennais, RC Lens, de

Liverpool, Bolton etc. a été sacré Joueur Africain de l'année successivement en 2001 et 2002. Proche d'un certain Didier Drogba, Diouf est très présent dans l'humanitaire et le social au Sénégal à travers une ONG créée ensemble avec le rappeur américain Akon.

- 4- Didier Drogba, on l'a dans vu dans toutes ses dimensions durant la CAN 2023 en Côte-d'Ivoire. Supporter des Eléphants, journaliste, conseiller technique, ou encore dans ses habits de lobbyiste de Chelsea et Galatasaray. Vainqueur à deux reprises du trophée de joueur africain de l'année [2006 et 2009], la légende de Chelsea échoue deux fois en finale de la CAN après tirs au but. Face à l'Égypte en 2006 et la Zambie en 2013.
- 5- Frédéric Kanouté, l'ancien maître à jouer du Mali et vainqueur de la Ligue des Champions UEFA avec le FC Barcelone, a été élu meilleur Joueur Africain de l'année en 2007.
- 6- Emmanuel Adebayor, élu Joueur Africain de l'année en 2008, Adebayor c'est un peu la même histoire que George Weah, un trop petit pays de football pour un grand footballeur.
- **7-\*Pierre-Emerick Aubameyang** sait marquer des buts. Il le démontre avec l'OM cette saison, il l'a démontré partout ou il est passé, au Borussia, a Arsenal, sans oublier son court passage au Barça. Aubameyang a soulevé le trophée du meilleur joueur continental en 2015.
- **8- \*Mohammed Salah**, le capitaine de l'Egytpe, la star de Liverpool est double-vainqueur du trophée de Joueur Africain en 2017 et 2018. Il court toujours après son premier sacre continental.
- 9- \*Victor Osimhen, dernier vainqueur du trophée de meilleur Joueur Africain de l'année en 2023, le meilleur buteur d'Italie la saison dernière avec Naples, est annoncé du côté de Chelsea, sur conseils d'un certain Didier Drogba.
- \* Toujours en activité théoriquement encore capable de remporter le prix CAF du Joueur Africain de l'année

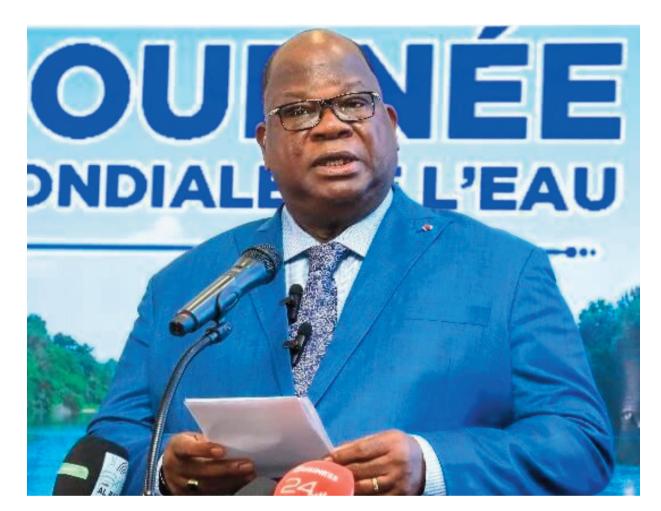






#### Côte d'Ivoire

#### Journée Mondiale de l'Eau : les défis et enjeux liés au nouveau code de l'eau présentés



es défis et enjeux liés au nouveau code de l'eau ont été présentés pour permettre une appropriation de cet instrument juridique par les acteurs du secteur et l'ensemble des populations ivoiriennes. C'était à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de l'eau, le 22 mars 2024 à Abidjan. A l'ouverture des travaux, le ministre des Eaux et Forêts, Laurent Tchagba, a invité les différents acteurs à s'approprier ce nouveau code pour une utilisation des ressources en eau respectueuse de l'environnement pour la paix et la prospérité. « L'eau peut être source de paix ou de conflit », a-t-il souligné. Selon lui, la promulgation du nouveau Code de l'eau traduit à nouveau l'engagement du gouvernement à porter les préoccupations liées à l'eau comme enjeu majeur dans le développement socioéconomique de la Côte d'Ivoire. Il a évoqué des défis nouveaux qui pointent à l'horizon, eu égard au double contexte du changement climatique et de la pollution, avec des impacts sur la ressource en eau, l'environnement, la population et l'économie. Cette année, a-t-il fait savoir, l'Organisation météorologique mondiale, annonce l'arrivée du phénomène climatique mondial El Niño, dont les possibles répercutions pourraient se traduire par des déficits pluviométriques, des feux de brousses et la réduction des réserves d'eau mobilisées.

**CICG** 

#### Litige Collège Akonda- Mairie de Divo : «Amédée Kouakou arrache de force des bâtiments de l'établissement pour installer la Crs 5 » (communiqué)

Divo, le 17 mars 2024, Le Collège AKONDA de Divo site a été tranché définitivement par le conseil d'état expédition ordonnant la cessation des troubles de s'est vu dépossédé par le président du conseil régional du Loh-Djiboua, Monsieur le ministre Amédée Koffi Kouakou de deux (2) de ses bâtiments dont il est le propriétaire exclusif. C'était au cours d'une cérémonie officielle ce 15 Mars 2024 à Divo que les clés desdits bâtiments sous forme de don ont été remises à la Compagnie Républicaine de Sécurité (CRS 5) de DIVO.Les deux bâtiments offerts abusivement à la CRS 5 appartiennent à l'établissement qui est détenteur du titre foncier N° 201 696 du livre foncier du Djiboua.Il est à noter que le Collège AKONDA de Divo est le seul Établissement de la commune de Divo qui concilie études et sport. Ainsi, le Collège Akonda de DIVO remplit bien les instructions du Président Alassane OUATTARA qui œuvre pour l'excellence et l'épanouissement dans le domaine de l'éducation. Pour rappel, le litige concernant l'expropriation sur ce

en faveur des anciens ayant droits du site, une décision qui a permis au Collège d'obtenir la pleine et entière propriété du site ; et donc son titre foncier.Le collège Akonda Divo avait déjà signifié à la mairie de Divo par voie d'huissier et de ses avocats à toutes fins utiles les justificatifs de sa propriété, notamment le certificat foncier et une copie de l'extrait topographique certifié montrant la limite de la propriété. Malgré cela la Mairie de Divo a érigé une clôture sur une partie du terrain qui est également inclus dans la superficie de la parcelle dont le collège est propriétaire. A lire également: A Divo un collège menacé de destruction – Le ministre Amédée Kouakou au centre de l'affaire – Les explications de Me Gbougnon

De plus, le jugement contradictoire du procès entre le Collège Akonda de DIVO et la commune de DIVO en son audience du 08/12/2023 s'est soldé par une jouissance commis par la commune de DIVO et l'a condamné aux dépens.La mémoire collective s'interroge donc, comment ce patrimoine immobilier qui appartient au collège Akonda Divo peut encore faire l'objet d'un don du conseil régional ?collège Akonda de Divo ne réclame seulement que la restitution de ses bâtiments pour continuer sa mission d'éducation.

#### A propos du collège Akonda de Divo

Le Collège Akonda de Divo est un établissement secondaire privé laïc fondé en 2005 dans la ville de Divo, chef-lieu de la région du Lôh-Djiboua. Il compte aujourd'hui près de 2.000 élèves et reçoit les affectés de l'État.



**ADA** 





#### Politique

# Les prêts de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) ont augmenté de 18% en 2023



es décaissements de la Banque d'Investissement et de Développement de la CE-DEAO (BIDC) en faveur des projets déjà en cours ont connu une hausse de 17,42 % par rapport à 2022 pour se situer à 317,46 millions d'unités de compte en 2023, s'est félicitée la ministre ivoirienne de l'Economie, du Plan et du Développement, Nialé Kaba. C'était lors de la 22ème session ordinaire du Conseil des gouverneurs suivie de la 12ème Assemblée générale extraordinaire de ladite Banque, le jeudi 21 mars, à Abidjan.« Le portefeuille des prêts de la banque a augmenté de 18,06 %, avec des engagements nets cumulés atteignant 847.06 millions d'unités de comptes pour 185 opérations par rapport à l'exercice précédent. Les revenus des intérêts de la Banque ont augmenté de 39 % tandis que le total a connu une hausse de 17% », s'est satisfaite Nialé Kaba, par ailleurs présidente sortante du Conseil des gouverneurs. Poursuivant. la ministre a relevé les prouesses de la Banque qui a clôturé « l'exercice 2023 avec des bénéfices en hausse de 12%, passant de 5,04 millions d'unités de comptes à 5,67 millions d'unités de compte ».« Mieux, en juin 2023, la Banque enregistrait une croissance significative de son bilan, atteignant 1 252,58 millions d'unités de compte. Ce chiffre représente 121,40 % de l'objectif projeté pour la fin de l'an-

née 2025 », a-t-elle précisé.

Le président de la BIDC, George Agyekum Donkor, a, de son côté, assuré que la Banque augmentera son niveau d'engagement pour améliorer la rentabilité : « Nous allons intégrer des membres non-régionaux. Cela permettra d'accroître les ressources financières de la Banque et d'atteindre la côte d'investissement espérée ».La 12ème réunion extraordinaire, quant à elle, a essentiellement porté sur les réformes dans la gouvernance de la Banque. Entre autres, l'instauration d'une gouvernance tournante entre les trois pays actionnaires majoritaires que sont le Nigéria, le Ghana et la Côte d'Ivoire, la présidence désormais tournante entre ces trois pays, la durée du mandat de la présidence qui était de quatre ans, renouvelable une fois, passe à cinq ans, renouvelable une fois.Le ministre des Finances et des Affaires économiques de la Gambie, Seedy Keita, est le nouveau Président du Conseil des gouverneurs. L'Assemblée générale du Conseil des gouverneurs de la BIDC regroupe les ministres de l'Economie et de la Planification des pays de l'espace sous-régional.

CICG

#### **HABG Bonne Gouvernance:**

#### 2 nouveaux membres prêtent serment devant la Cour des comptes



eux nouveaux membres de la Haute autorité pour la gouvernance (HABG) ont prêté serment, ce jeudi 21 mars 2024, devant la Cour des comptes au siège de l'Institution à Abidjan-Cocody.II s'agit de Vincent Koua Diéhi, magistrat hors hiérarchie, et de Noëlie Bayéré Lobognon épouse Gansah, cadre de banque. Deux personnalités parcours au professionnel impressionnant, qui viennent ainsi rejoindre l'équipe de Zorro Bi Ballo Épiphane, président de la HABG.Au cours de l'audience de prestation de serment présidée par Kanvaly Diomandé, président de la Cour des comptes, ces deux impétrants, la main droite levée et à tour de rôle, ont déclaré solennellement : « Je jure de remplir mes fonctions avec honnêteté, impartialité, intégrité et objectivité dans le respect de la Constitution, des lois et règle-

ments de la République ».Le président de la Cour des comptes a indiqué que son Institution « suit avec attention l'évolution de la Haute autorité pour la bonne gouvernance, notamment son activité relative à la gestion des affaires financières des organismes publics ». Quant au Procureur général près la Cour des comptes, Coulibaly Hamed, il leur a conseillé de muer « la présomption simple d'honnêteté, d'intégrité, de probité » dont ils bénéficient à travers leur serment, en «une présomption quasi-irréfragable » dans l'exercice de leurs fonctions. Au terme de l'audience, Vincent Koua Diéhi, au nom des impétrants, a juré d'accomplir sa mission avec « conscience, intégrité et compétence ». Car « nous sommes des soldats pour moraliser tout le monde », a-t-il conclu. CICG







#### Media

#### Loi relative aux communications électroniques en Côte d'Ivoire: RSF demande de garantir les conditions d'exercice des journalistes

n projet de loi relatif aux communications électroniques inquiète la corporation depuis son adoption en commission le 14 mars. Le texte prévoit notamment la pénalisation de la divulgation des messages électroniques, qui pourrait être utilisée abusivement contre les journalistes. Reporters sans frontières (RSF) demande l'abandon de cet article 214, ou tout au moins une exemption pour les journalistes, afin de garantir leurs conditions d'exercice. Ce ne sont que deux lignes dans un document de 82 pages qui ont créé de nombreux remous. L'alinéa 3 de l'article 214 du projet de loi relatif aux communications électroniques – adopté par les députés ivoiriens en commission le 14 mars – a provoqué l'ire des journalistes, notamment les spécialistes de l'investigation.L'alinéa en question dispose que "quiconque intercepte, divulgue, publie ou utilise le contenu des messages ou révèle leur existence" encourt une peine de 5 ans d'emprisonnement et de 10 millions de Francs CFA (environ 15 245 euros). Deux députés, dont le député indépendant et fondateur du journal d'investigation L'Eléphant déchaîné, Tiémoko Assalé, ont proposé sans succès des amendements pour protéger les journalistes. Le projet de loi doit désormais être soumis à l'Assemblée nationale en séance plénière le 18 avril. Dans un communiqué diffusé le 15 mars, l'Organisation nationale des journalistes d'investigation de Côte d'Ivoire (ONJI-CI) a pointé une disposition qui risque de dissuader "les journalistes de poursuivre certaines enquêtes". Le président de l'ONJI-CI, Seriba Koné, plaide pour son retrait : "Si une exception est incluse, elle restera soumise à l'interprétation des ma-



gistrats", justifie-t-il.L'adoption du projet de loi de la matière constituerait un signal inquiétant pour les journalistes en Côte d'Ivoire. L'alinéa 3 de l'article 214 ouvre la porte à des abus de pouvoir et pourrait contribuer à l'implantation d'un climat d'autocensure pour les journalistes ivoiriens. RSF demande le retrait de cet alinéa, ou, à minima, une clause d'exception concernant les informations d'utilité publique.

#### PPA-CI La Fête de la renaissance sera à Agboville cette année

abrité, le dimanche 17 mars 2024, le match d'ouvertrophée Laurent Gbagbo. Procédant au lancement officiel de la compétition sportive, qui se déroule en prélude à la 2e édition de la fête de la Renaissance du PPA-CI (Parti des peuples africains-Côte d'Ivoire) qui se tiendra les 05 et 06 avril prochain dans le chef-lieu de la région de l'Agnéby-Tiassa, le 2e vice-président de ce parti, Damana Adia Pickass a appelé les participants au fairplay.« Pour lancer la fête, pour égaver les populations, nous avons initié ce tournoi de football dénommé : Tournoi de la Renaissance doté de la coupe Laurent Gbagbo. Le football est un ieu. Vous avez vu lors de la CAN comment on s'est amusé. Il n'y a pas eu de palabres, il n'y a pas de bagarres. La Côte d'Ivoire était en fête et nous avons remporté la coupe. Il y a eu un perdant et il y a eu un vainqueur. Donc, c'est la même chose qui doit se répéter ici. Il y a huit équipes en compétition, deux seront en finale et une seule remportera le prestigieux trophée Laurent Gbagbo. Mais, le véritable vainqueur sera le fairplay, la ré-

aoguié, village situé à environ 5 km d'Agboville, a conciliation, la joie, la gaieté, le plaisir que vous allez pro- voudrais saisir de l'opportunité que vous m'offrez pour dire ture du tournoi de la fête de la Renaissance doté du coup d'envoi de la rencontre.Pour l'ancien secrétaire géτιque, pour qu'on sache que la Côte d'Ivoire est en train de renaître. « Il peut y avoir des enjeux mais les enjeux ne doivent pas tuer le jeu. Le jeu doit nous faire plaisir. C'est pourquoi, nous sommes venus, vous donnez ces quelques conseils, lancez officiellement le tournoi et souhaitez que le meilleur gagne », a recommandé Damana Pickass, qui avait à ses côtés Sam Étiassé et Fleur Aké M'Bo, respectivement, vice-président, membre du Conseil stratégique et politique(CSP) et secrétaire national technique en charge de la Jeunesse au PPA-CI. Heureux du bon déroulement de la première rencontre qui a vu la victoire du village d'Attobrou face à Banguié 1 sur un score de 2≠0, Méney Édi Obodji Michel, secrétaire général de la fédération PPA-CI Agboville commune s'est confié à Leméridien.ci: « C'est un sentiment de satisfaction qui m'anime parce que la population est sortie massivement pour assister à ce premier match du tournoi de la renaissance. Je

curer à toute cette région », a-t-il situé, avant de donner le merci à tous ceux qui se sont déplacés, particulièrement aux cadres du parti qui sont venus soutenir cette activité néral du PPA-CI, c'est une compétition fraternelle, paci- ».Puis, il a promis relever le défi de la mobilisation à Agpoville. « La semaine prochaine encore, il y a des rencontres au un coup ko. Le 05 avril, il y aura la finale et le samedi 06, le président Gbagbo va remettre le trophée au vainqueur. (...) La fête de la Renaissance est ouverte à tout le monde. C'est pourquoi, nous demandons à tous nos militants de se mobiliser afin qu'on dépasse le nombre de militants à Yopougon l'année dernière qui était autour de 3 millions. À Agboville, nous attendons 5 millions de militants. C'est un défi que, nous nous sommes lancés et nous pensons répondre à ce défi-là », s'est engagé Méney Édi Michel. Grand-Morié, Aboudé, Ananguié, Loviguié, Offoumpo et Gbalékro, sont les autres villages qui entreront en lice les jours à venir, a-t-on appris sur place.

> Tizié TO Bi Correspondant régional lemeridien.ci







## Ouattara prendra-t-il sa retraite politique en 2025 ensemble avec Gbagbo ? Ce qu'il disait en 2022...

l'évocation de l'année 2025, les Ivoiriens ne pensent qu'à une seule chose: l'élection présidentielle sensée se tenir dans le mois d'octobre de cette année.

Déjà à Abidjan pour ne pas dire dans toutes les villes, villages et hameaux du pays, les interrogations fusent de partout sur les probables candidats. Pour l'heure, seul le Pdci semble se mettre à l'abri de ces interrogations. Avec son dernier congrès qui a vu la brillante victoire du ministre Tidjane THIAM [63 ans en octobre 2025]. Désormais président du vieux parti succédant ainsi à Henry Konan Bédié décédé le 1er août dernier, Tidjane THIAM sera sauf cataclysme le candidat du Pdci à l'élection présidentielle de 2025. Quant à Laurent GBAGBO [80 ans en octobre 2025] du Ppa-ci et Alassane Ouatarra [83 ans en octobre 2025] l'actuel chef de l'État et président du Rhdp, les Ivoiriens continuent de s'interroger. Laurent GBAGBO comme on le sait a été radié de la liste électorale. Sauf un geste du Chef de l'État, sa candidature réclamée par ses partisans sera invalidée par la commission électorale. Seule une loi d'amnistie ou un recours à l'article 48 de notre loi fondamentale pourra permettre à l'ex-président de candidater à l'élection présidentielle de 2025. Ironie de l'histoire, celui qui a permis la candidature d'Alassane Ouatarra en 2010 voit son avenir entre les mains du même Alassane Ouatarra. Encore que certains Ivoiriens se demandent si Gbagbo sera vraiment candidat, lui qui affirmait à la naissance du PPA-CI en octobre 2021, qu'il offrait un instrument de travail à ses millions de sympathisants et militants. «Si Gbagbo est sérieux dans sa candidature, qu'il commence par unifier la gauche fragmentée, morcelée entre MK, CBG, Affi, Simone etc. », estiment de nombreux Ivoiriens.La candidature d'Alas-

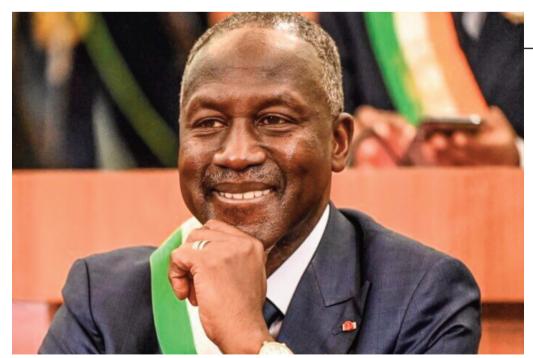


sane Ouatarra semble susciter plus d'interrogations. Sera-t-il candidat pour son deuxième mandat de la 3e République [4e mandat depuis 2010] ou va-t-il passer la main à une «nouvelle génération» comme il l'affirmait lors d'une interview accordée à France 24 et RFI en février 2022 depuis Bruxelles où il assistait au sommet EU-Afrique ?En effet, répondant à Marc Perelman et Christophe Boisbouvier «En 2025 vous ne serez pas candidat ? », le Chef de l'État avait donné la réponse suivante:

«Laissez tomber cela... En 2025, nous verrons bien. Les Ivoiriens choisiront qui ils veulent. Je souhaite qu'ils choisissent quelqu'un de plus jeune que moi et mes prédécesseurs». Si ces propos sont avérés, on pourrait affirmer [si nous n'étions pas en politique], sans risque de se tromper que Ouattara ne fera pas un recours à l'article 48 et encore moins une loi d'amnistie pour sauver le « soldat » Gbagbo.

AGD avec Emmanuel de Kouassi

#### Une nouvelle loi pour museler les journalistes en Côte-d'Ivoire



Un projet de loi relatif aux communications électroniques inquiète les journalistes ivoiriens, et en particulier les journalistes d'investigation. Il interdirait la publication de messages électroniques sans le consentement de l'auteur ou du destinataire, ce qui constituerait, pour ses opposants, une entrave à la liberté de la presse.Ce projet de loi, examiné jeudi 14 mars à l'Assemblée nationale, doit établir un nouveau cadre juridique pour les communications électroniques. Il était porté par la Commission de la recherche, de la science, de la technologie et de l'environnement, constituée d'une vingtaine de députés du parti au pouvoir et de l'opposition, et a été adopté à l'unanimité.

Le projet de loi comporte 252 articles, mais c'est un court alinéa, le troisième de l'article 214, qui a concentré les débats dans l'hémicycle. Il stipule que « quiconque intercepte, divulgue, publie ou utilise le contenu des messages électroniques, ou révèle leur existence, est passible de lourdes peines, sauf en cas de consentement exprès de l'auteur ou du destinataire de la communication, ou sur réquisition de l'autorité judiciaire dans le cadre d'une enquête judiciaire. La peine encourue est de cinq ans d'emprisonnement et de 10 millions de francs CFA ».

Pour le ministre de la Transition numérique et de la Digitalisation, Ibrahim Kalil Konaté, l'objectif du texte est d'améliorer la protection de la vie privée. Mais le député indépendant et ancien journaliste Tiémoko Assalé craint « un obstacle à l'exercice du métier de journaliste d'investigation et une grave atteinte à la liberté de la presse ».L'Organisation nationale des journalistes d'investigation de Côte d'Ivoire (ONJI-CI) a également diffusé un communiqué dans ce sens, prédisant que la loi « dissuadera les journalistes de poursuivre certaines enquêtes ou de divulguer des informations importantes pour le public. De plus, elle pourrait compliquer la protection des sources, compromettre l'indépendance journalistique et accroître les risques juridiques lors de la collecte de preuves ». Le projet de loi doit être voté en séance plénière le 18 avril.

RFI







#### Inter

#### Près de 150 morts Crocus city: « 4 présumés terroristes arrêtés roulaient vers l'Ukraine » (FSB)



Le dernier bilan est passé à 143 morts. Mais selon les services médicaux à Moscou et dans sa région proche ce chiffre macabre pourrait rapidement passer à 150 et même au delà.

#### « 11 personnes arrêtées »

Les agences de renseignement ont arrêté 11 personnes, dont quatre terroristes, directement impliquées dans une attaque contre l'hôtel de ville de Crocus, a in-

diqué le Service fédéral de sécurité (FSB) russe dans un communiqué.« Les activités des services de renseignement et des forces de l'ordre ont abouti à l'arrestation de 11 personnes, dont quatre terroristes, qui ont directement participé à l'attaque terroriste contre l'hôtel de ville de Crocus », indique le communiqué.Des recherches sont en cours pour identifier les complices des terroristes et établir toutes les circonstances de l'attentat.Le service de sécurité russe FSB a informé le président russe Poutine que quatre terroristes directement impliqués dans l'attaque avaient été arrêtés. Au total, onze personnes ont été arrêtées, selon l'agence de presse Interfax, citant le Kremlin, Les travaux se poursuivent pour identifier d'autres complices, rapporte Interfax.

Les services de sécurité russes rapportent que les terroristes arrêtés se dirigeaient vers la frontière ukrainienne et qu'ils avaient des contacts en Ukraine.

L'Ukraine a précédemment nié toute implication dans les attaques.L'agence de presse officielle russe Ria Novosti a partagé une photo de la Renault blanche dans laquelle les assaillants auraient fui. La photo aurait été prise dans la région de Briansk, à 370 kilomètres au sud-ouest de Moscou. Selon un narratif occidental (médias et officiels), les terroristes seraient plutôt membres de l'État islamiques. Mais Moscou ne semble pas encore convaincu. Il n'existe pas encore de théorie officielle quant à l'origine de ces auteurs. Officiellement, l'attaque terroriste reste pour les Russes l'œuvre de personnes encore non identifiées.

**#AGD** avec agences

#### Le système d'oxygène liquide inauguré au CHR de San Pedro

En matière de fourniture d'oxygène, le dispositif de certains établissements sanitaires a été renforcé pour le bonheur des populations. Dans ce cadre, le ministre de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle, Pierre N'gou Dimba était à San Pedro pour y procéder, le vendredi 15 mars 2024, à l'inauguration officielle du projet système d'oxygène liquide (Projet Lox) du Chr. C'était en présence de l'Ambassadeur des Etats Unis en Côte d'Ivoire, Sem Jessica Davis Ba. Ce projet peut-on le noter, est novateur. Il vise à renforcer l'accessibilité de l'oxygène pour le traitement des maladies infectieuses respiratoires dans les établissements sanitaires. Financée à hauteur de 4 milliards de Fcfa, ces unités de production d'oxygène sont déployées dans 7 établissements sanitaires du Pays dont l'Hôpital général de San Pedro, les Chr de San Pedro, de Bouaké, de Daloa, de korhogo, de Man et de Yamoussoukro, informe le



ministère de la santé. En plus de la construction quis grâce un appui financier du gouvernement de ces unités, le personnel soignant est formé à la pratique de l'utilisation. Ce Projet Lox est ac-

américain.







#### Actutalité

#### «L'Afrique doit s'éduquer aux sciences et techniques du progrès», Mamadou Koulibaly



« On dirait qu'au lieu d'aller à l'école, se former, s'éduquer aux sciences et techniques du progrès qui amélioreraient leurs qualités, leurs productivités, leurs compétitivités, les populations africaines et leurs États s'investissent, plus et éperdument, dans la recherche de mineraies, de ressources naturelles du sol, du sous-sol, et des profondeurs marins. Et même là, que font-ils quand ils n'ont pas les compétences ni pour reconnaître les matières qu'ils recherchent, ni pour explorer les endroits concernés, ni pour les exploiter, ni pour transformer ce qui en sort, ni pour le commercialiser, ni pour gérer les ressources financières obtenues? Que font-ils ? »

 $\mathsf{MK}$ 

#### **Une histoire de Plan B...**



PPA-CI, COJEP, GPS. 3 formations politiques dont le nom des leaders a été retiré de la liste électorale. 3 formations politiques qui se débattent depuis pour ramener leurs leaders dans la course. Sonko nous a montré la voie à suivre dans un contexte pareil : désigner un autre cadre du parti en vue de la présidentielle. Sonko a proposé Faye. Faye a été élu président du Sénégal.Pour le COJEP, Dr Patrice Saraka ferait un bon plan B. Au GPS, le « sur-loyal » Soul To Soul ferait l'affaire. Au PPA-CI, après Gbagbo, c'est Donmello!

Dr Sylvain N'GUESSAN Prospective, Défense et Sécurité

## Canada: L'Ambassadeur Bafétigué Ouattara en visite de travail au Québec pour renforcer les relations

S.E.M. Bafétigué Ouattara, l'Ambassadeur de Côte d'Ivoire au Canada, était en visite officielle de travail dans la province du Québec, le 13 mars 2024.

Au cours de ce séjour dans cette province francophone, le diplomate ivoirien a multiplié les rendezvous avec des personnalités de premier plan, notamment la Lieutenant-Gouverneur du Québec, l'Honorable Manon Jeannotte, la présidente de l'Assemblée nationale du Québec, Nathalie Roy, et la ministre des Relations internationales et de la Francophonie du Québec, Martine Biron. Un agenda qui illustre la place et l'importance de la Province du Québec dans la coopération ivoiro-canadienne. Une semaine auparavant, la coopération entre les deux pays avec, pour fer de lance, la province du Québec, se matérialisait déjà, en marge d'une visite de la présidente du Sénat canadien en Côte d'Ivoire. Le 4 mars 2024, la présidente Raymonde Gagne a été reçue par son homologue Kandia Camara à Yamoussoukro, la capitale politique ivoirienne. Dans le prolongement de ce voyage en terre ivoirienne de la présidente Gagne, l'Ambassadeur Bafétiqué Ouattara a confirmé sa détermination à renforcer l'axe Yamoussoukro - Ottawa dans différents secteurs comme l'économie, le commerce, la formation ou encore l'immigration. Parlant de formation et d'immigration, le chef de la Mission diplomatique ivoirienne au Canada a dit sa reconnaissance au Québec pour les



facilités faites pour l'obtention des bourses par les étudiants ivoiriens. Pour rappel, les étudiants venus de Côte d'Ivoire et inscrits dans les universités du Québec reçoivent, chaque année, de ce gouvernement une quarantaine de bourses d'exemption. L'Ambassadeur Bafétigué Ouattara a également rencontré la communauté ivoirienne. En son sein, trois mille étudiants avec qui le diplomate a parlé, entre autres, d'immigration.

Samuel Tia







#### Culture

#### Sénat et Culture: Kandia Camara salue la tenue du Marché des Arts et du Spectacle d'Abidjan (MASA) 2024



a présidente du Sénat, Kandia Camara, a assuré, le jeudi 21 mars 2024, la ministre de la Culture et de la Francophonie, Françoise Remarck, de son total engagement et de sa contribution, en vue

d'une bonne organisation du Marché des Arts et du Spectacle d'Abidjan (MASA) auquel prendront part 33 pays, du 13 au 20 avril 2024. Elle recevait en audience la ministre Françoise Remarck venue lui présenter les

innovations de l'événement et solliciter son accompagnement. Femme de culture qui connaît bien le MASA, Kandia Camara a également assuré la ministre de la contribution des collectivités territoriales et des Ivoiriens établis hors de la Côte d'Ivoire, qui devraient prendre toute leur place pour que cette édition soit la continuité de la plus belle des CAN. Elle a rappelé que « la Culture a contribué à écrire l'histoire de la meilleure des CAN de la compétition: danses, chants, humours. Les répercussions culturelles sont toujours visibles dans des pays lointains ».La présidente du Sénat a félicité la ministre Françoise Remarck pour toutes ses réalisations qui permettent à la Culture ivoirienne de rayonner « depuis son arrivée en si peu de temps ». Non sans féliciter les collaborateurs de la ministre et le monde culturel pour l'atteinte de ce niveau de visibilité par notre culture.Le MASA 2024 sera décentralisé dans les communes d'Abidjan et la commune d'Abobo abritera plusieurs activités culturelles qui seront organisées en collaboration avec la Mairie.

CICG

## Révision constitutionnelle – Des députés mènent bataille en faveur d'un régime parlementaire

u sein de la population de Lomé, dans les journaux nationaux et sur les réseaux sociaux, le sujet sur le projet de révision constitutionnelle bat son plein et est sur toutes les lèvres. Les acteurs politiques v vont, chacun, avec ses analyses et points de vue. La révision de la constitution a toujours senti le souffre dans les États africains, surtout dans le contexte togolais, où on prête des intentions au parti au pouvoir, Union pour la République (UNIR) ou du gouvernement.L'instabilité politique récente en Afrique de l'Ouest, notamment les coups d'Etat au Niger, Mali et Burkina Faso hantent les députés du Togo. Du moins ceux qui sont les initiateurs de ce projet de révision constitutionnelle. Ils envisagent changer la gouvernance du pays en basculant dans un nouveau système politique. Le présidentialisme n'est pas gage d'accalmie politique, estiment-ils. D'où cette propension vers un régime parlementaire. Dans ce vrombissement d'interprétations et d'interventions de tout genre, la révision constitutionnelle à l'étude à l'Assemblée nationale mérite une attention particulière. Contrairement aux spéculations qui essaiment les médias et le discours de certains acteurs politiques, l'idée d'une prolongation des mandats à sept ans ne serait pas d'actualité. Des sources bien informées révèlent que « la proposition de réforme vise, en réalité, une orientation bien plus audacieuse et démocratiquement bénéfique : la réduction de la durée des mandats présidentiels à moins de cinq ans ».Cette nouvelle ossature de la loi fondamentale du Togo, loin d'être une simple modification procédurale,

s'inscrit dans une vision profonde de renouvellement de la pratique démocratique. En envisageant des mandats plus courts pour le Président de la République, la réforme cherche à insuffler une dynamique de gouvernance permettant non seulement d'augmenter la fréquence de l'expression populaire à travers les urnes mais aussi de renforcer le principe de responsabilité et de redevabilité des élus envers le peuple togolais. Dans la mêlée des débats et des coniectures, une vérité se détache avec clarté. Il ressort que cette proposition de révision constitutionnelle au Togo, loin d'être une manœuvre orchestrée depuis les hautes sphères du pouvoir, émerge en réalité d'un groupe de députés indépendants, en synergie avec certains membres de l'Union pour la République (UNIR). Une initiative audacieuse qui a pris de court la majorité présidentielle, les empêchant de prendre une position de défense claire et unifiée sur la proposition. Cependant, une unanimité tacite semble se dessiner au sein du parti, signe d'une reconnaissance potentielle des bénéfices inhérents à cette réforme. Aussi, les acteurs de l'opposition semblent être pris au dépourvu, piégés par un réseau de rumeurs et de fausses suppositions, notamment l'hypothèse d'une extension du mandat présidentiel à sept ans. Cette hypothèse, vraisemblablement évoquée lors des discussions préliminaires par un des députés du groupe initiateur, n'a jamais été destinée à figurer dans la proposition finale. Cette méprise, fortuite ou stratégiquement induite, pourrait non seulement désorienter l'opposition mais également influencer de manière significative la dynamique politique à l'approche des élections. Dans un paysage marqué par des aspirations au changement et la quête d'une démocratie plus aboutie, le Togo se trouve à l'intersection de décisions cruciales avec sa récente proposition de réforme constitutionnelle. Cette initiative représente une opportunité sans précédent pour redéfinir les fondements de la gouvernance nationale, en mettant un accent particulier sur la prévention des crises, la réduction du pouvoir présidentiel et l'augmentation significative de l'autorité du Président du conseil des ministres. Ce virage décisif, loin de toute spéculation sur l'extension de la durée du mandat présidentiel, se profile comme une manœuvre stratégique visant à consolider un régime parlementaire solide. Avec pour ambition d'améliorer la collaboration entre les branches exécutive et législative, tout en reconfigurant le système judiciaire pour une plus grande efficacité institutionnelle, la vision est claire: instaurer une gouvernance où la responsabilité, la transparence, et l'accountabilité sont les maîtres mots, avec des mandats présidentiels raccourcis pour favoriser une alternance politique dynamique. La réforme transcende ainsi la simple modification textuelle pour se poser en pierre angulaire d'une démocratie participative et responsable, où chaque citoyen est appelé à jouer un rôle actif.



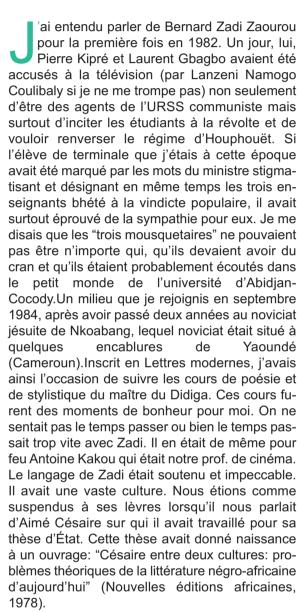




Par Djereke

#### Culture

#### Hommage à un vrai intellectuel



Je ne comprenais pas tout ce que Zadi nous enseignait car il était certaines fois hermétique comme nombre de poètes mais je compris au moins que lui, comme Stanislas Adotevi, Marcien Towa et d'autres intellectuels africains, avait choisi le poète martiniquais contre le poète sénégalais accusé de promouvoir une négritude contempla-

Un soir, sur son invitation, des camarades et moi nous retrouvâmes chez lui pour écouter la Guadeloupéenne Maryse Condé et échanger avec elle. Il connaissait ces poètes et écrivains de feu et aimait nous les faire rencontrer quand ils étaient de passage dans la capitale économique. Par Hélène Ngbesso, une de ses anciennes étudiantes qui était fort attachée à lui, j'appris plus tard que le poète camerounais Paul Dakeyo était venu à Abidjan et que Zadi avait fait tout son possible pour que le président Laurent Gbagbo puisse le recevoir mais en vain.

Le dernier souvenir que j'ai de Zadi remonte à 2011. Je l'avais retrouvé à une réunion des universités privées avec l'université de Bouaké momentanément délocalisée à Abidjan. Je



représentais l'université Charles Montesquieu puissants que "La guerre des femmes"? d'Amoa Urbain. Zadi avait accompagné un autre fondateur d'université privée. La réunion présidée

par le professeur Lazare Poame avait pour but de nous dire ce qu'il fallait faire pour que les diplômes des universités privées soient reconnus. J'avais eu mal de voir Zadi à cette réunion car je me disais ceci: à cet âge, avec tout ce qu'il a donné et apporté au pays, un tel monument méritait maintenant d'avoir une bonne retraite et de se reposer au lieu de passer quatre heures dans une réunion où quelqu'un qui pourrait avoir le même âge que son petit-fils doit lui dire ce qu'il a à faire. Zadi était obligé de continuer à travailler et à courir à droite et à gauche malgré la fatigue parce qu'il avait des soucis d'argent. On raconte qu'il était tout le temps fauché parce qu'il gérait mal le peu qu'il gagnait. À supposer que ce soit vrai, notre pays n'aurait-il pas pu faire en sorte que Bernard Zadi Zaourou soit à l'abri du besoin et qu'il passe ses derniers jours au calme, en train d'écrire des chefs-d'œuvre comme "Chroniques des temps qui tanguent" ou des textes aussi

#### L'ours

**Ozirix communication & conseils Chambre** de commerce Pays-Bas Nr. 70687021TVA-UE: NL2244.33.106B02Compte bancaire IBAN NL88 TRIO 0391 2295 24 (Triodos Bank, Pays-Bas) Email: Connectionivoirienne@gmail.comPhones:

Abidjan 40 00 61 54 ou 47 12 15 10 Pays-Bas 0031 651832741 Notre équipeinfo@connectionivoirienne.net

Gbansé Douadé Alexis: Economie et Politique Directeur de la publication, cofondateurs.

**Débailly:**Politique:

01 40 00 61 54-07 77-48 97 65 - 07 47 12 15 10

Sylvie Kouamé : Économie et politique Hervé Coulibaly: Intelligences et société

Liman Serge: Sports et culture

Maquetiste Ignace. Gballou: 07 58 16 20 73





